

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Thomas

Prénom : Antoine

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Intitulé de votre contribution : Quelques idées d'un citoyen confiné

Résumé de votre contribution :

J'ai tenté d'apporter quelques idées à la réflexion engagée sur votre page internet. J'ai tenté de repartir de la base, de trouver une idée simple qui puisse servir de fondement à l'élaboration d'une société plus équitable et plus stable. Travail colossal s'il en est, mais qui doit bien avoir un début. Avec je l'espère simplicité et bon sens.

Ce qui suit ne respecte pas vraiment la structure proposée sur le site web car il me semble que la base du problème est unique et simple à définir. Je pense que si on réfléchit en partant de ce qui est important, on peut dérouler et répondre à toutes les interrogations décrites sur le site.

A la lecture de tous ces thèmes, on en vient à se demander s'il ne serait pas possible de trouver une base simple de discussions à partir de laquelle il serait possible de déduire un ensemble de réponses « logiques », comme les ramifications du même problème fondamental. Évidemment, le lecteur pourra sourire à l'idée même que les choses puissent être simples dans un monde ultra-connecté et où les interdépendances sont telles que ce que nous vivons aujourd'hui est la parfaite illustration de l'effet papillon : l'apparition d'un virus en Chine faisant s'arrêter tous les systèmes étatiques les uns après les autres dans un capharnaüm politique, heureusement compensé par la possibilité nouvelle de réentendre le chant des oiseaux et de voir poindre le ciel bleu avec la disparition des nuages de particules fines.

Peut-être est-ce le moment idéal pour faire plus simple et retrouver le « bon sens » ? Peut-être serait-il temps de revenir aux fondamentaux ? D'ailleurs, n'est-ce pas ce que le COVID 19 vient de nous imposer, le retour aux fondamentaux ?

- Respirer (sans l'aide de respirateurs)
- Manger à sa faim,
- Boire une eau saine,
- Dormir suffisamment,
- Éliminer ses déchets corporels et
- Éventuellement se reproduire ou avoir la possibilité d'entretenir une vie sociale épanouissante (sans la peur d'être battu à mort sans que personne ne s'en rende compte) ?

Si on regarde la liste des besoins ci-dessus, il ne s'agit ni plus ni moins que celle décrite par Maslow en 1943 qui est souvent représentée dans sa forme complète sous forme de pyramide. Maslow prétendait que l'on ne pouvait « grimper » dans la pyramide des besoins que lorsque le besoin en question était comblé. Cette affirmation a été l'objet de nombreuses critiques, notamment dans les années 1980 (modèle Foote, Cone, Belding) : les auteurs soulignaient que certains comportements (comme les achats compulsifs d'objets de luxe) pouvaient être observés alors que certains besoins primaires n'étaient pas (encore) assouvis. Or, il apparaît que des achats d'objets de luxe (sac à mains, voitures, yachts, bijoux) n'ont pas été possibles en cette période de crise COVID19. Pourquoi ? Simplement parce que les magasins ont été fermés car considérés comme...non essentiels. « Naturellement », le COVID a rebattu la carte des besoins et des valeurs, faisant retomber purement et simplement le quotidien de millions de français dans la pyramide de Maslow, et plus précisément à sa base. Les paniques observées dans les supermarchés en sont la parfaite illustration, tout comme d'ailleurs le type de produits achetés : les consommateurs se sont rués sur les pâtes, la farine, les conserves, les surgelés. Bien moins sur les produits de beauté, cosmétiques, ou les produits technologiques ou l'ameublement (bien que disponibles en grande surface), etc. Car ces derniers ne sont pas essentiels à la survie de l'individu (exception faite de quelques produits technologiques nécessaire au travail dont le salaire permet d'abord de subvenir aux besoins physiologiques). Ils sont devenus le petit « plus » de la vie occidentale, vie dans laquelle l'interrogation « comment je vais survivre jusqu'à demain » n'est (normalement) plus une question que l'on se pose quotidiennement.

Sauf en cas de crise majeure, comme celle que l'on vit avec le COVID19.

(Note à part. Il ne s'agit pas ici de parler de décroissance, qui pourrait être un argument à opposer au retour aux sources. Il est question de définir des bases saines sur laquelle la croissance (même nulle) est possible tout en évitant, à chaque crise, d'avoir à se reposer les bonnes questions. Par ailleurs, le résultat obtenu avec le COVID n'est ni plus ni moins qu'un retour à la décroissance/récession forcé. Raison de plus pour tout remettre en question.)

En fait, il semblerait bien que les critiques faites à la théorie de Maslow en 1980 ne soient valides que dans une société psychologiquement, économiquement, politiquement stable et au système sanitaire bien réglé. C'est donc le cas la plupart du temps dans nos sociétés théoriquement plus avancées.

Mais quand tout va mal, on en revient toujours aux fondamentaux. Et Maslow peut s'avérer utile.

Je pense l'État se doit d'abord d'être un bon capitaine de navire mais aussi un leader à la tête et aux reins solides. Car beaucoup de capitaines arrivent à naviguer par temps clair. Mais bien peu sont capables de garder les matelots motivés et sur le pont quand l'océan et le ciel se déchainent concomitamment. **De fait, je pense que l'État doit être le garant des fondamentaux au sens de Maslow, les besoins humains fondamentaux**, ceux qui permettent à tout être de survivre pour pouvoir surmonter les plus graves crises avec un esprit plus tranquille.

L'État doit garantir des bases solides, car en cas d'ouragan, il ne restera que cela. Et tout peut être reconstruit sur des bases qui tiennent. Car aujourd'hui, avec cette crise sanitaire mondiale qui met en danger les individus et emporte toutes les activités économiques sur son passage, mettant à mal la possibilité même qu'ont certains à subvenir à leurs besoins fondamentaux, il va falloir tout reconstruire. Et ce qui est mis à jour ne ressemble pas vraiment à des bases saines ni solides (crise sociale, inégalités, changement climatique, manque de moyens dans les hôpitaux, etc..).

D'un point de vue moral, l'État devrait :

- Dire la vérité, quel qu'en soit le prix. Une personne morale ne peut mentir. Il faut laisser le mensonge aux personnes physiques ;
- S'arranger pour que toutes les actions visent à limiter la souffrance du plus grand nombre sur le long-terme, pas sur le court terme qui est celui des mandats politiques (et oublier de prendre en compte l'impact sur les générations futures, puissent-elles exister) ;
- Promouvoir la sobriété et l'efficacité énergétiques. Il ne faut pas, sous prétexte que le pourcentage d'énergies renouvelables va augmenter, se mettre à gaspiller une énergie qui pourra sur le long terme devenir peu chère et renouvelable ;

D'un point de vue général, l'État doit pouvoir :

- 1) Assurer à sa population la possibilité de disposer d'une eau propre et saine. Cela suppose que toute la chaîne de captage, de distribution et de traitement des eaux usées devienne un domaine stratégique avec tous les acteurs de la chaîne sous contrôle strict de l'État ;
- 2) Assurer à sa population la sécurité alimentaire. Cela passe par l'instauration d'un degré d'indépendance vis-à-vis du monde qui permette de nourrir les citoyens français pendant de très longues durées avec un nombre de produits qui peut être limité mais à la qualité nutritionnelle suffisante pour permettre le développement et la vie des individus. Cela suppose que l'État puisse contrôler l'ensemble de la chaîne de la production à la distribution en cas de nécessité ou forcer les choix économiques des filières (comme la production et

l'achat en local). Cela implique aussi que les moyens de produire (équipements, machinerie, transports) soient disponibles facilement pour mener à bien cette mission ;

- 3) Permettre l'élimination et le recyclage des déchets. L'idéal serait de favoriser la mise en place d'une économie circulaire et d'une chaîne de valorisation des déchets en forçant par exemple les entreprises qui mettent un objet sur le marché à décrire la façon dont ce dernier sera recyclé ou réutilisé à 85% minimum, sous peine d'absence d'autorisation de mise en vente. Autre idée : la façon de gérer les déjections humaines peut être repensé pour limiter la consommation d'énergie et économiser de l'eau...
- 4) Garantir un air propre (détournement du besoin « respiration » de Maslow). Cela permet de brasser plus large et d'orienter les choix en termes de transport, d'énergie et de modes de vie. La pollution est une bombe à retardement pour la santé des individus et des espèces habitant cette planète. Tout doit être fait pour que la qualité d'air en temps normal se rapproche de celle que l'on observe en période d'inactivité comme celle que l'on connaît pendant le COVID19.

Ces quatre points sont fondamentaux mais requièrent la considération d'autres éléments clés sans lesquels leur mise en œuvre ou leur pérennité ne serait pas envisageable.

- 5) **Énergie.** L'État doit pouvoir garantir l'approvisionnement en énergie pour faire fonctionner tous les systèmes vitaux tels que décrits ci-dessus (au sens de Maslow).

Il faut de l'énergie pour pouvoir cultiver, se nourrir, transporter, soigner, protéger, etc. De ce point de vue, il est important d'avoir une diversité de sources qui puisse permettre la continuité des activités en cas d'interruption ou de problème de fourniture d'une énergie en particulier (absence de vent pour l'éolien, d'exposition solaire suffisante pour le solaire, de diminution d'offre pour le pétrole ou gaz, etc.).

Les paragraphes suivants détaillent mon point de vue sur les sources d'énergie. Le lecteur peut passer au paragraphe 6 en fonction de son intérêt.

Nucléaire.

La France a la chance aujourd'hui d'avoir une électricité abondante et bon marché avec le nucléaire qu'il serait dommage de remettre en cause brutalement sans préalablement analyser les conséquences d'un tel changement sur le long terme. J'y reviendrai plus tard dans la relation État/Science/Opinion. Pour faire simple, il faudrait partager avec le public des éléments de compréhension simples : combien d'accidents à ce jour ? Quels risques ? Quel coût au kWh avec et sans nucléaire ? Quels moyens de protection de l'outil de production ? Car la plupart des décisions semblent découler de volontés de calmer les voix les plus audibles parmi l'électorat ou les activistes. Je ne dis pas qu'il n'y a pas une part de vérité de chaque côté de la barrière, je dis simplement que les arguments avancés pour quitter ou diminuer la part du nucléaire ne sont pas des arguments raisonnables, de bon sens et justifiés à la fois techniquement et économiquement (hors cas EPR). Qu'il y ait des risques est inévitable. C'est inhérent à toute activité humaine. Or, mentir finit inéluctablement par coûter cher, et c'est toujours le consommateur qui en paie le prix. En résumé, il serait bon de :

- *Faire objectivement le bilan du nucléaire en France depuis sa mise en œuvre, en incluant les accidents majeurs, les risques, améliorations et une analyse économique simple. Il faut que cela soit simple, pour être présenté à la télévision dans des émissions d'éducation collective.*
- *Garder une partie importante du parc qui permet à la France de se chauffer confortablement et à coûts maîtrisés.*

Énergies fossiles.

D'un autre côté, la France est quasi exclusivement importatrice d'énergies fossiles notamment pétrole et gaz. Cela rend évidemment le pays très dépendant des états producteurs et des variations de prix liés au contexte géopolitique et au couple demande/offre. La dépendance à l'utilisation d'énergies fossiles est d'autant plus problématique que, étant aujourd'hui une source d'énergie majoritaire dans les transports et l'activité industrielle (pétrochimie, pharmaceutique, biens de consommation), c'est aussi une source de revenus pour l'État avec les diverses taxes. Le pétrole est donc moteur à double-titre : il fait avancer les voitures et remplit en partie les caisses qui font tourner l'économie.

Le choix a par ailleurs été fait de limiter le développement de la ressource nationale fossile (pétroles de schistes, champs existants dans le bassin parisien ou aquitain bien que peu prolifiques) au profit de l'importation. Évidemment, cela réduit considérablement l'indépendance du pays – choix très discutable à l'heure actuelle en l'absence de développement d'alternatives crédibles à l'échelle nationale et la fermeture des centrales nucléaires. Sans compter que la France signe de fait des contrats avec des pays aux choix de gouvernance et de mise en œuvre de la démocratie douteux qui la lient pieds et poings, l'empêchant de critiquer ce qui mériterait de l'être par respect de la dignité humaine. Les anglophones appellent le fait de faire ailleurs ce que l'on ne veut pas voir faire chez soi le « Not in my yard » ou pas dans mon jardin. Autrement dit : on ne veut pas extraire de pétrole chez nous mais allons l'acheter dans un pays voisin et le brûler chez nous. Il va de soi que cette position est relativement hypocrite et peu morale. Quelqu'un a dit un jour, "there's no Planet B". It's necessary to walk the talk now.

Cela paraît simple et de bon sens pourtant il suffit de voir les comportements de certains pays et organisations pendant cette crise pour montrer que l'intérêt économique prime encore sur les vies humaines. C'est peut-être la bonne occasion de rebattre les cartes.

A noter qu'il semble peu probable que les énergies fossiles disparaissent comme par magie : le monde moderne a été bâti sur leur base. Il va donc falloir cohabiter et utiliser les alternatives « plus vertes » comme le gaz. La France doit garder un pied dans les énergies fossiles pour permettre sa transition écologique :

- Étudier son sous-sol, faire des recherches nécessaires à une mise en exploitation en dernier recours ;
- Favoriser les importations courte-distance, quitte à convaincre les compagnies nationales privées d'investir dans des régions plus proches des territoires français ;
- Favoriser l'utilisation du gaz pour le chauffage et les activités industrielles mais garder un pied dans le pétrole pour la pétrochimie et certains composants médicaux.

Énergies alternatives.

Beaucoup de discussions ont cours sur les énergies alternatives sans vraiment qu'aucune ne se démarque. Difficile aujourd'hui d'avoir un meilleur rendement que le pétrole – à l'heure actuelle. Comme déjà enclenché dans le pays, il faut poursuivre le déploiement d'énergies alternatives sans mentir sur leur impact écologique : une éolienne ne tourne pas souvent et, bien qu'elle n'émette pas de CO2 quand elle tourne, la chaîne de production qui lui a donné naissance a émis suffisamment de gaz à effets de serre pour que l'éolienne sorte de la catégorie « équipement vert ». Les matériaux qui la composent n'ont pas été émis à la sueur du front, mais bien grâce aux vérins d'une machine carburant au pétrole. Et tant que cela sera le cas, il sera moralement plus respectable de ne pas promouvoir l'éolien comme la panacée, de le sortir dans la catégorie d'énergies « vertes » pour le placer dans « moindre mal ». Sans compter les nuisances annexes, y compris pour l'Environnement.

En conclusions pour l'énergie, il serait bon de ne pas se voiler la face ni celle du public :

- *Aucune source d'énergie n'est parfaite au point de vue émissions. Les énergies verte ou 100% renouvelables n'existent pas en réalité: toutes nécessitent capture/fabrication/transport/stockage/utilisation qui génèrent des émissions et justement des déperditions d'énergie.*
- *Il faut se donner le choix de la source, car chaque source d'énergie englobe une chaîne d'approvisionnement, de « fabrication » qui peut s'écrouler comme l'a fait l'économie pendant le COVID19. L'énergie la plus fiable est celle que l'on produit intégralement sur son territoire, en contrôlant tout de A à Z.*
- *Il faut garder des énergies fossiles au cas où le système électrique s'effondre ou implose avec par exemple des perturbations solaires de grande ampleur, tout comme il faudra du nucléaire le jour où le gaz sera trop cher à acheter et utiliser pour en générer dans les centrales thermiques. L'État doit analyser les cas extrêmes – toujours, et pour chaque source d'énergie – pour se prémunir des événements certes statistiquement peu significatifs mais dévastateurs*.*

Note : pourquoi ne pas relancer la filière bois pour la construction ou même l'archivage des données, en lieu et place des « clouds » suceurs de charbon ? C'est l'un des meilleurs puits carbone qui existent...

6) Santé

Dans la pyramide de Maslow, la base correspond aux besoins physiologiques. Or, pour qu'un individu puisse se nourrir ou boire de manière autonome, il doit en être physiquement capable, c'est-à-dire en bonne santé.

Cela paraît être de bon sens dans notre pays, et pourtant, la crise a révélé les lacunes de notre système de santé.

Le problème le plus criant reste le manque d'investissements et de valorisation des personnels soignants. A quoi bon avoir le système de santé le plus juste et équitable s'il ne fonctionne pas correctement, sans équipement, sans lits, sans outils ? Évidemment, ce qui peut paraître comme étant du bon sens a cruellement fait défaut.

L'État doit donc être garant d'un système de santé fonctionnel et capable de gérer des épidémies. Je ne m'étendrai pas sur ce point, car si la crise COVID19 n'a pas réveillé les esprits, plus rien ni personne ne le pourra.

7) Éducation

Pour qu'un système fonctionne, il faut des individus compétents et motivés, qui soient avant tout de bons êtres humains, empathiques et ouverts. L'État doit revoir le système éducatif et se focaliser non pas sur l'acquisition de connaissances mais sur le développement de l'individu en tant que membre à part, en tant qu'être intelligent et empathique. Faire avaler un programme identique à plusieurs millions d'élèves aux réactions et développements idiosyncrasiques est un non-sens absolu. Vouloir rendre égaux face au savoir et à la vie des individus au patrimoine génétique différent est voué à l'échec et dépourvu de bon sens. La notion de hiérarchie est inévitable dans le monde : personne ne donne la même valeur aux choses au même moment, ce qui crée des compétitions engendrant des structures hiérarchiques. Et puis nous ne sommes pas tous (biologiquement) égaux face à la vie : vérité qui n'est pas bonne à entendre pour certains mais qui n'en reste pas moins une vérité.

L'État doit garantir une égalité d'opportunité, pas de résultat. Pour cela, les conditions physiologiques au sens de Maslow doivent être garanties à tout individu (manger, boire, dormir, se soigner, se protéger). Ensuite, l'État doit fournir la structure et le support nécessaire pour que l'individu se développe. Pas pour qu'il rentre dans le moule sociétal et devenir un simple rouage du système capitaliste qui vient tout juste de montrer son absence de résilience.

Pour qu'un monde plus juste soit possible, il faut arrêter de lisser les compétences par le bas et permettre aux enfants de faire ce en quoi ils sont bons, pas les forcer à apprendre des choses sans intérêt immédiat pour ensuite trier les individus sur leur capacité à régurgiter des idées et la vitesse à laquelle ils en sont capables. Quel est le sens à continuer dans le programme de classe si vous n'avez eu que 10/20 au présent test et donc 50% de choses non assimilées ? Ne serait-il pas plus judicieux d'assimiler les connaissances avant de passer à autre chose ? Ceci n'est évidemment pas possible dans le système actuel. Beaucoup de pays comme la Norvège, Suède, Danemark, Finlande ont des systèmes plus humains, différenciés et bien au point, dont il serait bon de s'inspirer.

8) Relation Opinion/État/Science

Il faut que l'État s'entoure de scientifiques, psychologues et sociologues compétents pour le guider dans les choix sociétaux. Et, évidemment, il faut que l'État écoute ces spécialistes à tous les coups et pas seulement quand cela est urgent ou arrange la ligne politique du moment : on ne peut pas dire qu'il faut écouter les scientifiques sur le COVID19 en sélectionnant les voix populaires au détriment de celles plus rebelles ou plus largement dire qu'il faut écouter les spécialistes sur le COVID mais laisser sur le pas de la porte ceux qui alertent des risques liés au changement climatique et repousser les réformes nécessaires pour sauver le monde connu.

Le fait que le monde ne se mobilise pas davantage pour le changement climatique a une explication psychosociologique connue et simple : les êtres humains ne réagissent que face aux menaces présentes, visibles et directement impactant leur vie quotidienne. Dans le cas du changement climatique, l'Homme est cette grenouille dans une casserole placée sur un feu doux : la température augmente si doucement, les changements sont si peu perceptibles que rien ne laisse prédire une mort imminente. Donc il y a besoin d'expliquer de manière ludique le fonctionnement de l'homme à l'homme. Pourquoi ne pas remplacer l'enseignement des équations polynomiales par celui de la psychologie sociale ? Beaucoup de problèmes se dénoueraient avec une telle compréhension de soi.

En résumé, de mon point de vue : il faut faire et penser simplement, le plus possible, avec bon sens.

Moralement : dire la vérité, agir pour limiter la souffrance humaine tout le temps et pour toujours, agir pour garantir la vie dans le respect des choix individuels, jouer un jeu infini (voir Simon Sinek).

Pour les devoirs de l'État, à mon sens :

- Garantir à la population les bases physiologiques au sens de Maslow : se nourrir, boire, se soigner, se protéger, éliminer et recycler les déchets, avoir une énergie abondante et peu chère ;
- Viser un degré d'indépendance maximal et un contrôle strict pour les facteurs listés ci-dessus (besoins physiologiques et de bases) ; L'indépendance doit devenir territoriale : chaque région et département devrait être capable de vivre et survivre avec des communications limitées avec l'extérieur ? D'où la nécessité de construire des pôles indépendants : agriculture, approvisionnement énergétique, travailleurs, etc.

- Avoir une politique de valorisation des filières listés au premier point ci-dessus : former et récompenser les femmes et les hommes qui permettent au pays de fonctionner en temps de crise majeure, garantir les moyens de production et la chaîne de fonctionnement.
- Énergies. Les solutions existent. Les think-tanks regorgent d'idées. Il faut privilégier la diversité et garder un pied dans les énergies fossiles, puis un orteil, etc...
- Favoriser le développement et le travail locaux ou courte distance.
- Investir massivement dans les sciences, l'innovation pour permettre de résoudre les problèmes liés à l'acquisition d'une grande part d'indépendance pour les éléments listés en point 1 (besoins physiologiques).
- Qui dit indépendance dit préserver les domaines stratégiques des acquisitions externes et éviter la fuite des cerveaux.

Lorsque les bases physiologiques auront été sécurisées ; l'État pourra regarder à l'échelon suivant de la pyramide : divertissement, mobilité, etc.

J'en termine avec cette digression. Beaucoup d'autres choses à dire, mais comme je ne suis pas certain que cela sera lu ou pris comme étant de bon sens, j'économise mon énergie pour repousser l'anxiété générée par le chaos étatique en ces temps difficiles – chaos dont nous sommes tous responsables.

Quelques éléments sont rajoutés ci-dessous.

Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?

La crise a transformé, au moins temporairement, les priorités de l'action publique, les hiérarchies entre les missions, et les fondements des arbitrages entre les logiques de coût, d'effectivité ou d'efficacité, et de protection contre les risques ; elle a également instauré un « état d'urgence sanitaire », restreignant la liberté de circulation des citoyens. Qu'en restera-t-il après l'épidémie ? Ce sont notamment les missions d'anticipation, de prévention des risques et de régulation des acteurs qui sont questionnées.

De quoi l'État peut-il (vraiment) nous protéger ?

L'État peut nous protéger des risques liés à l'impossibilité de subvenir aux besoins physiologiques au sens de Maslow : se nourrir, boire de l'eau propre, se protéger, éliminer et recycler ses déchets, se soigner et je rajouterais avoir accès à une énergie bon marché en permanence.

Quelle portée donner au « principe de précaution » ?

Ce principe est apparu avec la complexification de la société et la dilution de la responsabilité. Plus personne ne veut prendre de risques. Or, il y a toujours des gens qui en prennent et ceux-ci font avancer le monde. Car la créativité tout comme l'efficacité ne suivent pas une loi

normale, mais de Pareto. Peu de gens contribuent au changement. Vérité qui peut déranger mais pourtant facilement vérifiable.

De fait, en temps de « guerre », le principe de précaution devrait être rangé au placard pour appliquer les recettes qui marchent, souvent de bon sens. En temps de guerre, les placebos aussi doivent être rangés au placard car, au final, les gens meurent. Donc si on veut vraiment sauver des vies, il y a un prix à payer. Ce qu'il faut, c'est donc du courage.

Quel coût[3] sommes-nous collectivement prêts à payer pour nous protéger de risques extrêmes (terrorisme, épidémie, crise financière, panne électrique ou informatique de grande ampleur, attaque chimique, guerre, etc.) ?

Nous payons déjà ces coûts : confinement, absence de matériel médical suffisant, absence de politique claire, absence de vérité, contrôles réguliers punitifs, tracking individuel... Donc la question ne se pose pas : d'autant plus que, pour l'instant, c'est l'État qui paie ...d'ici à ce que les impôts augmentent...

De fait, ce qu'il faut, c'est investir pour limiter que de telles catastrophes se reproduisent. C'est jouer un jeu « infini ». Viser le très long terme, l'investissement sur 150 ans. Dans 150 ans, les bases seront sans doute les mêmes : se nourrir, boire, se protéger, se soigner, avoir de l'énergie. Donc autant investir durablement.

Comment accroître l'adaptabilité et la résilience des services publics ?

Privilégier l'efficacité au nombre.

Mutualiser les informations sur une carte de citoyen : don d'organes, permis de conduire, carte d'électeur, carte vitale, etc... Tout sur un document unique.

Que la puissance publique doit-elle nous garantir et comment peut-elle s'organiser pour le faire ?

Voir besoins au sens de Maslow, au début du document. Contrôler les filières stratégiques et viser une indépendance quasi-totale dans ces secteurs vis-à-vis du monde.

Et la liberté : vivre dans le respect de l'autre et des lois, lois qui protègent la vie privée.

Enfin, quelles missions faut-il qu'elle prenne en charge elle-même, au nom de la souveraineté, et que peut-elle déléguer sans dommages aux acteurs privés et au marché ?

Ces questions sont finalement redondantes si on repart de la base au sens de Maslow, voir début de ce document. L'État doit s'occuper (ou contrôler) de la nourriture, la fourniture d'une eau propre, les soins, l'élimination des déchets, l'énergie, l'éducation. Le secteur privé peut gérer ce qui n'est pas vital pour l'être humain, au sens de Maslow. Cela peut être détaillé davantage, au besoin. Mais, par exemple, le divertissement, le transport individuel, la technologie à usage personnel peuvent être délégués au privé.

Évidemment, l'État se garde le droit de nationaliser et d'intervenir.

Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?

La pandémie actuelle joue un rôle de révélateur de la fragilité de nos systèmes économiques, de plus en plus complexes et interdépendants. Les problèmes d'approvisionnement apparus avec cette crise nous forcent à nous interroger sur notre dépendance stratégique à l'égard du reste du monde (au-delà des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux) et mettent en exergue les fragilités du modèle mondialisé actuel. Sans occulter les élans de solidarité, il est possible qu'on assiste dans les prochaines années à une « démondialisation », dont une composante majeure, les échanges de marchandises, a déjà quasiment été engagée. Ce processus pourra nous conduire à re-questionner les notions de frontières et de souveraineté.

Nous devons nous poser les questions maintenant. On ne peut pas dépendre de la Chine pour se nourrir, boire, se soigner, se chauffer. C'est du bon sens. Et l'argument économique égoïstement mis en avant pour justifier les coûts vient de s'effondrer sous les coups d'un ennemi invisible ...

Difficile à croire d'ailleurs que ces questions de frontière avaient disparues... Aujourd'hui l'Europe est une chimère, bien que l'idée reste séduisante. Rien n'est mis en commun, sauf peut-être la peur de l'Autre. Mais si l'on considère sa construction comme un jeu infini, alors il faut continuer à la bâtir en gardant à l'esprit que seul le passage de plusieurs générations permettra de construire un ensemble harmonieux. Au stade actuel, il faut continuer à se battre dans le sens de sa construction.

Une idée en l'air : donner à tous les citoyens un passeport européen avec une page par pays au lieu d'un passeport national avec un simple logo multi étoilé. Lorsque l'Homme partira à la conquête d'autres mondes dans l'espace, il faudra bien créer un passeport « Terrien » pour visiter les planètes aliènes. 😊

Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?

Si le virus nous rend toutes et tous vulnérables, les individus ne sont pas tous touchés de la même manière par la pandémie (du fait de leur âge, de leur état de santé, de leur exposition à d'autres facteurs de risques environnementaux, de leurs conditions de vie ou de travail) et par le confinement, qui exacerbe les inégalités de revenu, d'éducation et de logement. Beaucoup de ceux (et surtout de celles) qui sont au travail ces temps-ci, aux postes essentiels, sont aussi les plus vulnérables. De ce point de vue, la vulnérabilité est à la fois universelle et inégalitaire, et les enjeux de métiers et de statuts sont brutalement mis en relief (personnels soignants, employés du commerce, ouvriers et techniciens des services publics mobilisés, indépendants fragilisés, précaires exposés, cadres et employés pouvant

télétravailler...). L'écart apparu au grand jour entre les métiers essentiels à la continuité de la vie sociale et leur position pour la majorité en bas de l'échelle des salaires pourrait inviter à repenser nos priorités et la valeur qu'on accorde à ceux qui y répondent. Sont ainsi posées la question de notre modèle social, et *in fine* celle de notre modèle de société.

Évidemment qu'il faut repenser les priorités ! Il y a, y a toujours eu et aura toujours une hiérarchie des valeurs ! Et donc l'existence d'inégalités ! La question est de savoir ce qui est nécessaire à ce que ces inégalités ne viennent pas faire grossir la part de souffrance dans le monde. Et donc il faut commencer par payer à leur juste valeur les individus qui participent à la satisfaction des besoins physiologiques primaires mais aussi ceux qui permettent leur existence. Je parle des secteurs de l'alimentation, boissons potables, élimination des déchets, système de soins, éducation, fourniture d'énergie, scientifiques.

Il faut s'enlever de l'esprit la possibilité d'«égaliser», de niveler les niveaux de différence naturels. Il faut à la place trouver une juste place à chaque individu, au lieu de les trier sur leur capacité à l'atteindre.

Quelle voie pour une économie soutenable ?

Face à la crise sanitaire, et en particulier à l'arrêt de l'économie imposé par le confinement, les gouvernements ont privilégié des mesures massives et non ciblées de soutien aux entreprises, en particulier en termes de trésorerie et d'activité partielle. Lorsque le confinement sera levé, et que l'activité économique pourra reprendre, un plan de sortie de crise sera nécessaire. Il devra intégrer les préoccupations environnementales, et plus généralement de soutenabilité. Ce sera aussi l'occasion de questionner la cohérence de nos politiques d'investissement et d'innovation, afin de ne pas répliquer les plans de relance pratiqués ces dernières décennies (concrètement, par exemple, éviter de subventionner à cette occasion l'achat de véhicules thermiques ou conditionner le soutien au transport aérien au paiement au juste prix de ses émissions de carbone).

Les niveaux de dépenses publiques franchiront de fait un nouveau palier, qui nous oblige à poser la question de leurs modalités de financement, dans une perspective de justice et de soutenabilité : dette, fiscalité, monnaie et intervention des banques centrales ? Et comment s'articuleront les niveaux nationaux, intergouvernementaux, et européens ?

Quelle est la valeur de l'argent quand la dette des États grossit toujours plus chaque année et que les budgets deviennent illimités en temps de crise ? Une fois ce point éclairci, il sera possible d'ébaucher une réponse à la question détaillée dans votre paragraphe.

Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

L'épidémie, pour être maîtrisée, nécessite une réponse rapide des pouvoirs publics. Les scientifiques ont été extraordinairement réactifs dans le séquençage du virus, et dans

l'élaboration de tests. Mais la prise de conscience par les scientifiques puis par les décideurs publics de l'ampleur du danger épidémique a mis un certain temps, ce qui a soulevé l'incompréhension d'une partie de l'opinion publique. Les débats autour de la chloroquine ont accru le trouble. L'articulation entre travaux de recherche, comités scientifiques et décideurs publics, centrale dans cette crise, ne pouvait qu'être difficile ; elle conduit à des interrogations renouvelées sur les liens entre décisions politiques, opinions publiques et savoirs scientifiques, à long comme à court terme. Devront également être posées les questions de la place des sciences sociales et comportementales dans le processus décisionnel. Plus généralement, l'ensemble de ces questionnements mérite d'être transposé à d'autres grands défis économiques, sociaux et environnementaux, comme le changement climatique ou l'érosion de la biodiversité.

J'ai souligné dans le texte ci-dessus la question et la réponse. La prise de conscience de la dangerosité du COVID a été longue car nous avons été le jouet d'un biais de normalité : personne ne bougeant le petit doigt ou les lanceurs d'alerte n'ayant pas été écoutés, il a fallu que le pays trébuche sur ces premiers morts pour que la machine se mette en branle. La psychologie sociale et la compréhension du fonctionnement humain/cérébral permettraient de mettre en œuvre des politiques bien plus efficaces. Les ouvrages et exemples ne manquent pas (Cialdini, Peterson, Joule et Beauvois, etc...). Il faut pouvoir bien se connaître pour prendre de bonnes décisions et pouvoir les faire appliquer. Nous avons perdu de vue les fondements : au pays du « Je pense donc je suis », on ne s'est pas posé la question « OK, mais je suis quoi ? ».